

## Procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité

*Date de la contribution : 29/05/2019*

**Question 1 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'une procédure adaptée aux nouveaux usages pouvant injecter et soutirer ? Avez-vous d'autres pistes d'amélioration pour faciliter le traitement des demandes de raccordement de ces nouveaux usages ?

Défavorable

Commentaire :

Il faut considérer que tous les futurs raccordements peuvent soutirer et injecter. Ce n'est pas un cas spécifique bien au contraire. Cela doit-être la norme de base pour simplifier et favoriser les projets. Techniquement c'est maîtrisé. Electriquement il n'y a pas de sens unique et les comptages d'aujourd'hui enregistrent dans les 2 sens. Un document unique de raccordement suffit pour renseigner les données techniques et administratives pour formaliser des propositions techniques et financières.

**Question 2 :** Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les opérations de raccordement intelligentes (ORI) ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Défavorable

Commentaire :

Le distributeur doit proposer l'ORI **systématiquement** et pas attendre la demande du demandeur du raccordement. L'idée est de motiver et donc d'informer. C'est aussi une garantie que le demandeur soit bien informé des possibilités qui s'offrent à lui et que sa décision soit élaborée en connaissance de cause.

**Question 3 :** Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les demandes anticipées de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Êtes-vous favorable, comme la CRE, à ce que tout type d'utilisateur puisse bénéficier d'une DAR (consommateur, producteur, tout niveau de tension, raccordements provisoires et pérennes) ?

Défavorable

Commentaire :

Si la DAR est engageante pour le GRD elle doit aussi l'être pour le demandeur. Le GRD ne peut supporter une dépense sans maîtrise d'un recouvrement. La **DAR doit-être payante** et selon la suite donnée par le demandeur être conditionnée avec la PRAC.

**Question 4 :** Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur l'encadrement des relations entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution et la collectivité en charge de l'urbanisme ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Défavorable

Commentaire :

Une instruction engage un traitement et donc une dépense de main d'œuvre de la collectivité et du GRD. Comme cet encadrement est nécessaire pour satisfaire une demande externe, tant à la collectivité qu'au GRD, il serait bien de gérer cette instruction comme une DAR. L'estimation faite par le GRD issue d'une demande par l'intermédiaire d'une collectivité ressemble à une DAR. Il convient de maîtriser les coûts et de responsabiliser les demandeurs de raccordement.

# FAURE GUILLAUME

**Question 5 :** Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la mise à jour régulière des informations mises à disposition des utilisateurs ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

**Question 6 :** Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE relative aux dispositions spécifiques à la gestion de la file d'attente en cas de double réservation de capacités ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Défavorable

Commentaire :

Une PTF doit-être unique sinon c'est ingérable pour le distributeur. Il convient d'acter le besoin final du demandeur. Le distributeur a une obligation de conseil et doit produire au demandeur une PTF idéale.

**Question 7 :** Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la dématérialisation du traitement des demandes de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

**Question 8 :** Les dispositions dérogatoires actuelles prévues en cas d'afflux de demandes de raccordement d'installations de production sont-elles satisfaisantes ?

**Question 9 :** Pour le raccordement d'installations de consommation en BT, la possibilité pour les procédures de traitement des demandes de raccordement de prévoir des dispositions visant à anticiper les demandes de raccordement des demandeurs pour répondre au mieux à leurs besoins est-elle utilisée par les gestionnaires de réseaux, et utile pour les demandeurs ? Cette disposition doit-elle être maintenue ou doit-elle évoluer ?

**Question 10 :** Pensez-vous qu'il faudrait, à l'avenir, inclure des dispositions sur les délais de raccordement dans l'encadrement par la CRE des procédures de raccordement ? Quelles sont vos propositions ?

Il doit y avoir une échéance convenue entre le demandeur et le GRD pour la mise en service définitive du raccordement. Ce qui compte c'est le respect de cette échéance et en cas de non respect convenir des pénalités. Le demandeur peut avoir des pénalités ainsi que GRD car il peut y avoir dépendance des travaux respectifs.

**Question 11 :** Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la transparence des PTF ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Favorable

**Question 12 :** Avez-vous des améliorations à proposer sur l'encadrement proposé par la CRE sur la mise en application de la maîtrise d'ouvrage déléguée issue des délibérations du 21 mars 2019 ?

**Question 13 :** Identifiez-vous d'autres sujets qui devraient évoluer ou être intégrés dans les procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité ? Si oui, lesquels, pourquoi, et de quelle manière ?